

(N° 189)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MAI 1906.

**Propositions de loi modifiant la loi organique du 15 septembre 1895
sur l'enseignement primaire (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PETIT.

MESSIEURS,

La Section centrale, au nom de laquelle j'ai l'honneur de vous faire rapport, a été chargée d'examiner trois propositions de loi ayant pour objet d'apporter des améliorations à la situation des instituteurs primaires; elles émanent de l'initiative des honorables MM. Maenhaut et consorts, Buyt et consorts, Cambier et consorts.

Les procès-verbaux des sections signalent des observations qui ont été examinées par la Section centrale et dont plusieurs ont fait l'objet de questions adressées au Gouvernement. Ces observations se résument généralement en ces deux idées :

1° Chacun des projets constitue une augmentation de charges pour les communes, surtout pour les communes peu importantes;

2° Les projets s'écartent des principes établis par la loi organique de l'enseignement primaire.

Le résultat du vote dans les sections a été le suivant :

Le projet Cambier a été rejeté dans toutes les sections, excepté dans la 1^{re}

(1) Propositions de loi, n°s 27, 28 et 62 (session de 1903-1904).

Amendements, n°s 161 et 174.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. CAMBIER, COLAERT, LORAND, RUZETTE, VAN CAUWENBERGH et PETIT.

Le projet Buyl a été admis dans la 1^{re} et la 6^e section et rejeté dans les autres.

Le projet Maenhaut a été adopté dans les 1^{re}, 4^e et 6^e sections et rejeté dans les autres.

Des propositions analogues à celles de MM. Buyl et Maenhaut ont été, à diverses reprises, soumises à la législature; la Chambre et le Sénat ne les ont pas accueillies.

Les principales raisons invoquées alors sont encore celles mises actuellement en avant pour combattre les projets dont nous sommes saisis par ces honorables membres : c'est, d'une part, l'augmentation de dépenses mises à charge des communes; c'est, d'autre part, l'atteinte portée aux principes consacrés par la loi organique de l'enseignement primaire.

Sur ce dernier point, on fait valoir surtout que ces deux projets tendent à assurer le paiement des indemnités qui complètent les traitements des agents de l'enseignement primaire, sans aucune interruption, même quand ces agents sont l'objet d'une promotion; aucune distinction n'est faite entre les communes des différentes catégories établies par la loi.

L'honorable M. Cambier préconise un système nouveau, sur lequel la Chambre n'a pas encore eu à se prononcer; il supprime les différentes catégories des communes au point de vue des traitements et voudrait voir adopter les dispositions suivantes :

1° Le traitement, casuel compris, des instituteurs communaux ne peut être inférieur à 1,000 francs;

2° Les instituteurs et institutrices en chef ont droit à un supplément de traitement d'au moins 300 francs;

3° Tout membre du personnel enseignant a droit à une indemnité de logement variant de 300 à 600 francs, suivant les quatre catégories admises par l'auteur du projet;

4° A l'expiration de chaque année de bons services, l'instituteur a droit à une augmentation de 75 francs durant ses dix premières années de fonctions et à une augmentation de 50 francs durant les vingt années suivantes;

5° Les intérimaires remplaçant des instituteurs en congé de maladie ont droit à 1,000 francs de traitement, à une indemnité de logement correspondant à la catégorie à laquelle appartient la commune, et à un supplément de traitement de 300 francs s'ils remplacent un chef d'école.

Le système de l'honorable M. Cambier aboutit à ce résultat que le traitement de l'instituteur de la plus modeste commune pourra s'élever à 3,350 fr., en y comprenant l'indemnité de logement.

C'est là une charge bien lourde, si l'on s'en rapporte aux ressources très limitées d'un grand nombre de nos communes.

De son côté, le Gouvernement a déposé des amendements nouveaux qui ont été renvoyés à l'examen de la Section centrale.

Il importe de noter que déjà les lois des 22 juin 1899, 14 août 1903 et 5 mai 1904 ont relevé les traitements d'un grand nombre de membres du personnel enseignant à raison de la durée de leurs services et tout en maintenant les principes de la loi de 1895.

Le Gouvernement propose d'apporter de nouvelles améliorations, mais en respectant les principes consacrés par la loi susdite.

Les développements qu'il a annexés à ses amendements établissent :

a) Que la loi du 14 août 1903 porte en son article 1^{er} le montant de l'augmentation due à l'expiration des 5^e et 6^e périodes quadriennales de 100 à 200 francs pour les instituteurs et les sous-instituteurs des communes de la 5^e catégorie et de 100 à 150 francs pour les sous-instituteurs des communes de la 4^e catégorie.

Les dispositions transitoires de l'article 2 assurent aux instituteurs, chefs d'écoles des communes de la 5^e catégorie, qui comptaient en cette qualité de quinze à vingt années de services au 1^{er} janvier 1896, un traitement de 1,800 francs, lequel sera porté à 2,000 francs à l'expiration de la période quadriennale suivante, et aux instituteurs des communes de même catégorie, qui comptaient à ladite date plus de vingt années de services, un revenu de 2,000 francs.

Quant aux sous-instituteurs des communes des 5^e et 4^e catégories, comptant au moins quinze années au 1^{er} janvier 1896, ils ont droit à un traitement respectivement de 1,500 et 1,550 francs à l'expiration de la 4^e période quadriennale et à un traitement de 1,700 francs à l'expiration de 5^e période.

b) Que la loi du 5 mai 1904 a décidé que les instituteurs, chefs d'école des communes de la 4^e catégorie qui, au 1^{er} janvier 1896 se trouvaient dans les conditions énumérées aux n^{os} 1 et 2 de l'article 2 de la loi susvisée de 1903, auront droit aux avantages y accordés aux instituteurs, chefs d'école des communes de la 5^e catégorie.

Mais il se fait que de nombreux instituteurs et sous-instituteurs n'arrivent pas, après une période de vingt-quatre années, à atteindre les traitements visés par cette loi : la raison en est que beaucoup d'entre eux comptaient au 1^{er} janvier 1896 des services qui n'ont pu entrer en ligne de compte pour l'augmentation de traitement de 200 francs prévue par l'alinéa 3 de l'article 15 de la loi scolaire de 1895; d'autres ont changé de situation et n'ont pu conserver le bénéfice de leurs années de services.

Indépendamment des instituteurs et sous-instituteurs des 4^e et 5^e catégories, on rencontre dans les autres catégories un assez grand nombre de membres du personnel qui, après vingt-cinq années de services, n'ont pu, pour l'un ou l'autre des motifs indiqués ci-dessus, obtenir les traitements maxima de 2,000 francs et de 1,800 francs.

De même, un grand nombre d'institutrices et de sous-institutrices ne parviennent pas, au bout de vingt-quatre années de services, aux traitements maxima prévus par la loi organique de 1893.

Voulant améliorer la situation de tous ces agents, le Gouvernement propose aux Chambres législatives de porter respectivement à 2,000, 1,900, 1,800 et 1,700 francs, le traitement minimum des instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices, à partir du 1^{er} janvier suivant l'année pendant laquelle ils compteront au moins vingt-quatre années de services.

Suivant les prévisions du Gouvernement, ces dispositions nouvelles profiteront à 680 instituteurs, à 123 sous-instituteurs, à 398 institutrices et à 116 sous-institutrices, soit au total 1,297 membres du personnel enseignant.

La Section centrale, appelée à se prononcer sur les diverses propositions dont elle était saisie, a rejeté :

- a) l'article 1^{er} du projet de MM. Maenhaut et consorts par 3 voix contre 1 et 2 abstentions, ainsi que l'article 2 du même projet par 2 voix contre 2 et 2 abstentions ;
- b) le projet de MM. Buyt et consorts par 3 voix contre 1 ;
- c) le projet de MM. Cambier et consorts par 3 voix et une abstention.

Le projet du Gouvernement est ensuite admis à l'unanimité des voix ; mais plusieurs membres ont entouré ce dernier vote de réserves formellement exprimées : ils admettent comme équitable et fondée l'idée de garantir aux instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices qui comptent vingt-quatre années de services, le maximum du traitement des 4^e et 5^e catégories ; mais ils estiment, qu'après des périodes moins étendues, des améliorations de traitement devraient être accordées.

Le Rapporteur,

LOUIS PETIT.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MEI 1906.

Wetsvoorstellen tot wijziging der organieke wet van 15 September 1895
op het lager onderwijs (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PETIT.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling, namens dewelke ik de eer heb U verslag uit te brengen, werd belast met het onderzoek van drie wetsvoorstellen strekkende tot verbetering van den toestand der lagere onderwijzers; zij gaan uit van de achtbare Heeren Maenhaut en medeleden, Buyl en medeonderteekenaars, Cambier en medeleden.

In de processen-verbaal der afdeelingen komen opmerkingen voor die door de Middenafdeeling werden onderzocht en waarvan verscheidene aanleiding hebben gegeven tot vragen gericht tot de Regeering. Die opmerkingen komen in 't algemeen neer op deze twee gedachten :

1° Elk ontwerp legt hogere lasten op aan de gemeenten, vooral aan de weinig aanzienlijke gemeenten;

2° De ontwerpen wijken af van de beginselen, bepaald door de organieke wet op het lager onderwijs.

Ziehier de uitslag der stemming in de afdeelingen :

Het ontwerp Cambier werd verworpen in al de afdeelingen, uitgenomen in de 1^{ste}.

(1) Wetsvoorstellen, n^{rs} 27, 28 en 62 (zittingsjaar 1903-1904).
Amendementen, n^{rs} 161 et 174.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, was samengesteld uit de heeren CAMBIER, COLAERT, LORAND, RUZETTE, VAN CAUWENBERGH en PETIT.

Het ontwerp Buyl werd aangenomen in de 1^{ste} en 6^e afdeeling; het werd verworpen in al de andere.

Het ontwerp Maenhaut werd aangenomen in de 1^{ste}, 4^e en 6^e afdeeling; het werd verworpen in de andere.

Herhaaldelijk werden voorstellen van denzelfden aard als die van de Heeren Buyl en Maenhaut, aan de Kamers onderworpen; Kamer en Senaat hebben ze van de hand gewezen.

De voornaamste redenen, waarop men toen steunde, worden thans ook ingeroepen tot bestrijding van de ontwerpen, die deze achtbare leden ons voorstellen en zijn, eenerzijds, het opleggen, aan de gemeenten, van nieuwe uitgaven, anderzijds, het miskennen van de beginselen bekrachtigd door de organieke wet op het lager onderwijs.

Wat dit laatste punt aangaat, doet men vooral gelden dat deze twee ontwerpen strekken tot het betalen van de vergoedingen, die de jaarwedden van de beambten van het lager onderwijs aanvullen, zonder onderbreking hoegenaamd, zelfs wanneer die beambten bevorderd worden; geen onderscheid hoegenaamd wordt gemaakt tusschen de gemeenten van de verschillende door de wet bepaalde reeksen.

De achtbare heer Cambier prijst een nieuw stelsel aan waarover de Kamer nog geen uitspraak doen moest; hij schaft de verschillende reeksen der gemeenten af, wat aangaat de jaarwedden, en wenscht dat deze bepalingen worden aangenomen :

1^o De jaarwedde der gemeenteonderwijzers, bijwinsten inbegrepen, mag niet minder dan 1,000 frank bedragen;

2^o De hoofdonderwijzers en hoofdonderwijzeressen hebben recht op eene bijwedde van ten minste 500 frank;

3^o Elk lid van het onderwijzend personeel heeft recht op eene vergoeding voor huisvesting, van 300 tot 600 frank, volgens de vier reeksen aangenomen door den indiener van het ontwerp;

4^o Na verloop van elk jaar goede diensten, heeft de onderwijzer recht op eene verhooging van 75 frank gedurende zijne eerste tien dienstjaren en op eene verhooging van 50 frank gedurende de twintig volgende jaren;

5^o De tijdelijke onderwijzers, die onderwijzers vervangen welke wegens ziekte verlof hebben bekomen, hebben recht op eene jaarwedde van 1,000 frank, op eene vergoeding voor huisvesting toegekend aan de reeks waartoe de gemeente behoort, en op eene aanvullende wedde van 300 frank ingeval zij een hoofdonderwijzer vervangen.

Het stelsel van den achtbaren heer Cambier heeft voor gevolg dat de jaarwedde van den onderwijzer in de geringste gemeente, 3,500 frank zal kunnen bereiken, de vergoeding voor huisvesting inbegrepen.

Dat is een zeer zware last, zoo men nagaat dat een groot getal gemeenten over zeer beperkte geldmiddelen beschikken.

Van hare zijde, heeft de Regeering nieuwe amendementen ingediend, waarvan het onderzoek werd opgedragen aan de Middenafdeeling.

Het dient te worden gezegd dat de jaarwedden van een groot getal leden van het onderwyzend personeel reeds werden verhoogd, wegens hunne dienstjaren, door de wetten van 22 Juni 1899, 14 Augustus 1903 en 3 Mei 1904; tevens werden de beginselen der wet van 1893 gehandhaafd.

De Regeering stelt voor, nieuwe verhoogingen toe te staan, doch mits handhaving van de door gezegde wet bekrachtigde beginselen.

Uit de toelichting van hare amendementen blijkt :

a) Dat bij artikel 1 der wet van 14 Augustus 1903 het bedrag van de na verloop van het 5° en 6° vierjarig tijdvak verschuldigde verhooging gebracht wordt van 100 frank tot op 200 frank voor de onderwijzers en hulponderwijzers van de gemeenten der 5° reeks, en van 100 frank tot op 150 frank voor de hulponderwijzers van de gemeenten der 4° reeks.

Bij de overgangsbepalingen van artikel 2 is aan de onderwijzers, hoofden van scholen, in de gemeenten der 5° reeks, die als dusdanig op 1 Januari 1896 vijftien tot twintig dienstjaren telden, eene wedde van 1,800 frank toegelegd, welke tot op 2,000 frank wordt gebracht na verloop van het volgend vierjarig tijdvak, en aan de onderwijzers der gemeenten van dezelfde reeks, die op gemelden datum meer dan twintig jaar dienst telden, een inkomen van 2,000 frank.

De hulponderwijzers van de gemeenten der 5° en der 4° reeks, die op 1 Januari 1896 ten minste vijftien jaar dienst telden, hebben onderscheidenlijk aanspraak op eene wedde van 1,500 tot 1,550 frank, na verloop van het 4° vierjarig tijdvak, en van 1,700, na verloop van het 5°.

b) Dat de wet van 3 Mei 1904 heeft bepaald dat de onderwijzers, hoofden van scholen in de gemeenten der 4° reeks, die, op 1 Januari 1896, beantwoordden aan de vereischten gesteld door de n° 1 en 2 van artikel 2 der bedoelde wet van 1903, recht hebben op de voordeelen, door die wet toegekend aan de onderwijzers, hoofden van scholen in de gemeenten der 5° reeks.

Het komt nu echter voor dat talrijke onderwijzers en hulponderwijzers, die bij die wet bedoelde jaarwedden niet bereiken na een tijdvak van vier-en-twintig jaar, om de volgende reden : velen onder hen telden, op 1 Januari 1896, diensten die niet in aanmerking konden genomen worden voor de jaarweddeverhoging van 200 frank, voorzien bij § 3 van artikel 15 der schoolwet van 1893; anderen namen eene andere betrekking aan en konden het voordeel van hunne dienstjaren niet behouden.

Buiten de onderwijzers en hulponderwijzers van de 4° en de 5° reeks, komen er in de andere reeksen een nog al groot getal leden van het personeel voor, die, om eene van de hierboven vermelde redenen, de hoogste jaarwedden van 2,000 frank en van 1,800 frank niet hebben kunnen bereiken na vijf-en-twintig jaren dienst.

Evenzoo zijn er talrijke onderwijzeressen en hulponderwijzeressen die, na verloop van vier-en-twintig dienstjaren, de hoogste jaarwedden, voorzien bij de organieke wet van 1893, niet kunnen bereiken.

De Regeering wenscht den toestand van al die beambten te verbeteren en stelt daarom aan de Wetgevende Kamers voor de minimumjaarwedde der

onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen te brengen respectievelijk tot op 2,000, 1,900, 1,800 en 1,700 frank. met ingang van 1 Januari van het jaar volgende op dit gedurende hetwelk zij ten minste vier-en-twintig jaren dienst bereiken.

Volgens de berekeningen van de Regeering, zullen die nieuwe bepalingen ten goede komen aan 600 onderwijzers, aan 127 hulponderwijzers, aan 598 onderwijzeressen en aan 116 hulponderwijzeressen, of te zamen aan 1,297 leden van het onderwijzend personeel.

Door de Middenafdeeling, die uitspraak doen moest over de verschillende haar voorgelegde voorstellen, werden verworpen :

a) Het artikel 1 van het ontwerp van de Heeren Maenhaut en medeleden met 3 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen, alsmede het artikel 2 van hetzelfde ontwerp met 2 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen;

b) Het ontwerp van de Heeren Buyt en medeleden met 3 stemmen tegen 1;

c) Het ontwerp van de Heeren Cambier en medeleden met 3 stemmen en 1 onthouding.

Het ontwerp van de Regeering werd vervolgens aangenomen met algemeene stemmen, doch verscheidene leden hebben uitdrukkelijke voorbehoudingen gemaakt bij het uitbrengen van die stemming; zij beschouwen als rechtvaardig en gegrond het denkbeeld, aan de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen die vier-en-twintig jaren dienst tellen, de hoogste jaarwedde van de 4^e en 5^e reeks toe te kennen, doch zij meenen dat de jaarwedde dient te worden verhoogd na verloop van minder lange tijdvakken.

De Verslaggever,
LOUIS PETIT.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

